



TCHAD

Le Tchad est un pays africain enclavé, vaste de 1.284.000 Km² dont 90 % est sahélo-saharien. Sa population est estimée à 11.175.915 habitants (dont environ 50,7% de femmes) pour une densité de 8,6 habitants par km², le taux de croissance annuel étant de 3,5%. Cette population est à majorité rurale (80% du total).

Le Tchad demeure classé parmi les 10 pays les plus pauvres de la planète en termes de développement humain avec un Indice de Développement Humain (IDH) faible. La proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté est de 46,7% en 2016.

Devenu indépendant le 11 août 1960, le pays n'a connu sa phase de démocratisation qu'à partir de fin 1990 avec l'avènement de la 3^{ème} République (nouvelle Constitution de 1996, promulgation du multipartisme, de la liberté de presse, etc.). Mais les violations multiformes des droits des citoyens persistent encore, de même que l'impunité.

Au terme de la mise en œuvre, en 2015, des 8 Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) pour lesquels le Tchad s'est engagé, on peut noter quelques progrès réalisés notamment au niveau de l'éducation où le taux net de scolarisation (TNS) dans le primaire est passé de 39% en 2000 à 63,6% en 2014.



Par exemple; on note une hausse significative de l'accès à l'eau potable de 21% en 2000 à 52% en 2014. Toutefois, il reste encore de gros efforts à fournir pour une meilleure qualité de ces services, particulièrement en zone rurale.

AGENDA 2030 AU TCHAD

Le Tchad s'est engagé à mettre l'Agenda 2030 en œuvre à travers sa stratégie « **vision 2030, le Tchad que nous voulons** ».

En 2016, le gouvernement a élaboré son Plan National de Développement 2017-2021 où les ODD ont été intégrés à hauteur de 70%. En juin de la même année, l'Assemblée Nationale a créé une Commission de la pauvreté (OMD1).

Une Commission spéciale a été créée en vue de collecter, analyser, stocker les données relatives à la mise en œuvre permanente des ODD, leurs cibles et indicateurs contextualisés avec le PND 2017-2021.

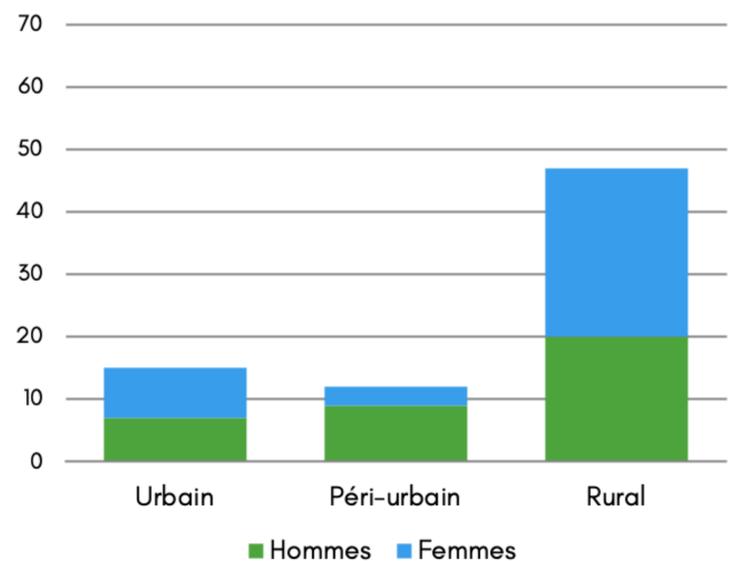
En 2017, les Parlementaires ont élaboré Un Plan d'action annuel avec un accent particulier accordé à l'ODD N°6, cible 6.1 (garantir à tous l'accès à l'eau potable).

Cependant la situation demeure sans une grande amélioration dans le pays. L'accès à l'eau potable dans les milieux ruraux est assez délicate et ses eaux sont souvent sources de plusieurs maladies.

En mars 2018, le gouvernement a créé la Coordination Nationale pour le Suivi de la mise en œuvre des ODD (CNSODD) qui est la concrétisation du mécanisme de suivi et d'examen de la mise en œuvre des ODD prévu par le document de l'Agenda 2030 ;

Le pays a produit son premier rapport national sur les ODD qui fait ressortir que 54% des indicateurs ont des valeurs de référence et en juin 2019, il a validé le document de son premier Examen National Volontaire (ENV) sur la mise en œuvre des ODD à présenter devant le Conseil Economique et Social des Nations Unies (ECOSOC) lors du Forum Politique de Haut Niveau prévu en juillet 2019.

Nombre de personnes interrogées indiquant que leurs conditions d'accès à l'eau sont mauvaises ou très mauvaises



L'approvisionnement en eau pour la consommation dans les ménages dans une zone rurale au Tchad.





WOMEN2030 AU TCHAD

Plusieurs défis sont à relever dans ce processus dont les plus préoccupants sont ceux inhérents à :

- l'accès à une éducation de qualité (ODD4);
- l'égalité de sexe (ODD5) en lien avec la réduction des inégalités (ODD10) ;
- la promotion et la croissance économique (ODD8) ;
- l'accès à l'énergie (ODD 7) ;
- la lutte contre le Changement Climatique (ODD13);

Dans le cadre du programme Women2030, qui vise à renforcer les capacités des organisations de femmes sur les Objectifs du Développement Durable (ODD), LEAD Tchad a réalisé avec Women Engage for a Common Future (WECF) International un rapport alternatif au Rapport Volontaire National (RVN) pour rendre compte de la mise en oeuvre des ODD au Tchad.

Pour la réalisation du rapport, Lead Tchad a interrogé 151 personnes (65 femmes, 86 hommes) de milieux ruraux, péri-urbains et urbains sur des ODD et indicateurs clefs sur les conditions d'accès et contrôle des ressources, et sur la participation à la vie publique et aux processus décisionnels.

LEAD Tchad est une association apolitique à but non lucratif, et est répertoriée sur la liste des ONG opérant au Tchad. Lead Tchad est membre des organisations Lead dont Lead international basé à Londres et Lead Afrique Francophone à Dakar, Sénégal. Elle fait partie du Réseau Climat et Développement animé par le Réseau Action Climat en France et Enda Energie à Dakar, et à ce titre elle a co-organisé et a participé aux sessions de formation et aux activités de lobbying et plaidoyer durant les Conférences des Parties de la Convention Climat (COP).

Lead Tchad met aussi en œuvre les projets qui contribuent à l'amélioration de la qualité et de l'accès à l'éducation notamment des filles et est membre actif du Réseau Filles pas Epouses. Enfin, LEAD Tchad suit dans les négociations Climat l'article 6 de la CCNUCC, qui porte sur l'éducation, la formation et la sensibilisation au changement climatique.



ODD 4: ÉDUCATION DE QUALITÉ

Concernant l'accès à l'éducation (ODD4), la proportion des enfants/jeunes qui fréquentent les établissements éducatifs a fait un bond en avant du fait de la multiplication des établissements privés aux niveaux préscolaire, primaire, secondaire, supérieur et même professionnel en plus des établissements publics, qui s'avèrent insuffisants quantitativement. Mais le plus grand problème dans le système éducatif tchadien est d'ordre qualitatif : en effet (i) seulement 25% des salles de classe sont construites en dur et 26% des écoles disposent de latrines dont seulement 16% sont séparées (Garçons/Filles), (ii) la plupart des enseignants dans les cycles primaires et secondaires n'ont pas la qualification requise, ainsi donc les maitres communautaires non formés dans les écoles normales représentent 74% du total;

(iii) les enseignants dans les disciplines scientifiques sont en nombre très limité dans les établissements secondaires, (iv), les ouvrages didactiques appropriés manquent cruellement surtout dans les établissements en milieu rural. Au niveau des adultes, le taux d'analphabétisme est de plus de 75%.

Depuis au moins cinq ans, l'Etat veut pallier le manque des enseignant-e-s qualifié-e-s en dotant chaque province d'une école d'instituteur-riche-s. Le processus engagé n'a pas permis de toucher toutes les 23 provinces du pays. Parallèlement, un programme de réorientation et de mise à niveau des enseignant-e-s communautaires est mis en œuvre et a malheureusement cessé depuis au moins deux ans faute de moyens financiers.

4 QUALITY EDUCATION



Elèves dans des salles de classe en milieu urbain (en haut) e rural (en bas)
Selon la moyenne nationale au Tchad, 1 enseignant-e doit prendre en charge jusqu'à 90 élèves. La situation est particulièrement critique en milieu rural.
Chaque année, avant la rentrée scolaire, la population refait ces salles pour l'instruction des enfants.



ODD 5: ÉGALITÉ DES SEXES

Un autre défi est celui de l'égalité des sexes (ODD5) au Tchad où les femmes représentent 50,70% de la population totale et leur statut reste encore caractérisé par les discriminations liées au genre. Ainsi, les femmes sont faiblement impliquées dans la prise de décision à tous les niveaux, aussi bien au sein des ménages que dans les sphères publiques et communautaires, et un accès limité aux services sociaux de base. En matière d'éducation, il y a beaucoup de disparités dans l'accès aux structures éducatives à tous les niveaux (du primaire jusqu'au supérieur en passant par la formation professionnelle) ; dans la fonction publique, les femmes représentent 13% des effectifs et sont sous-représentées aux postes de responsabilité.

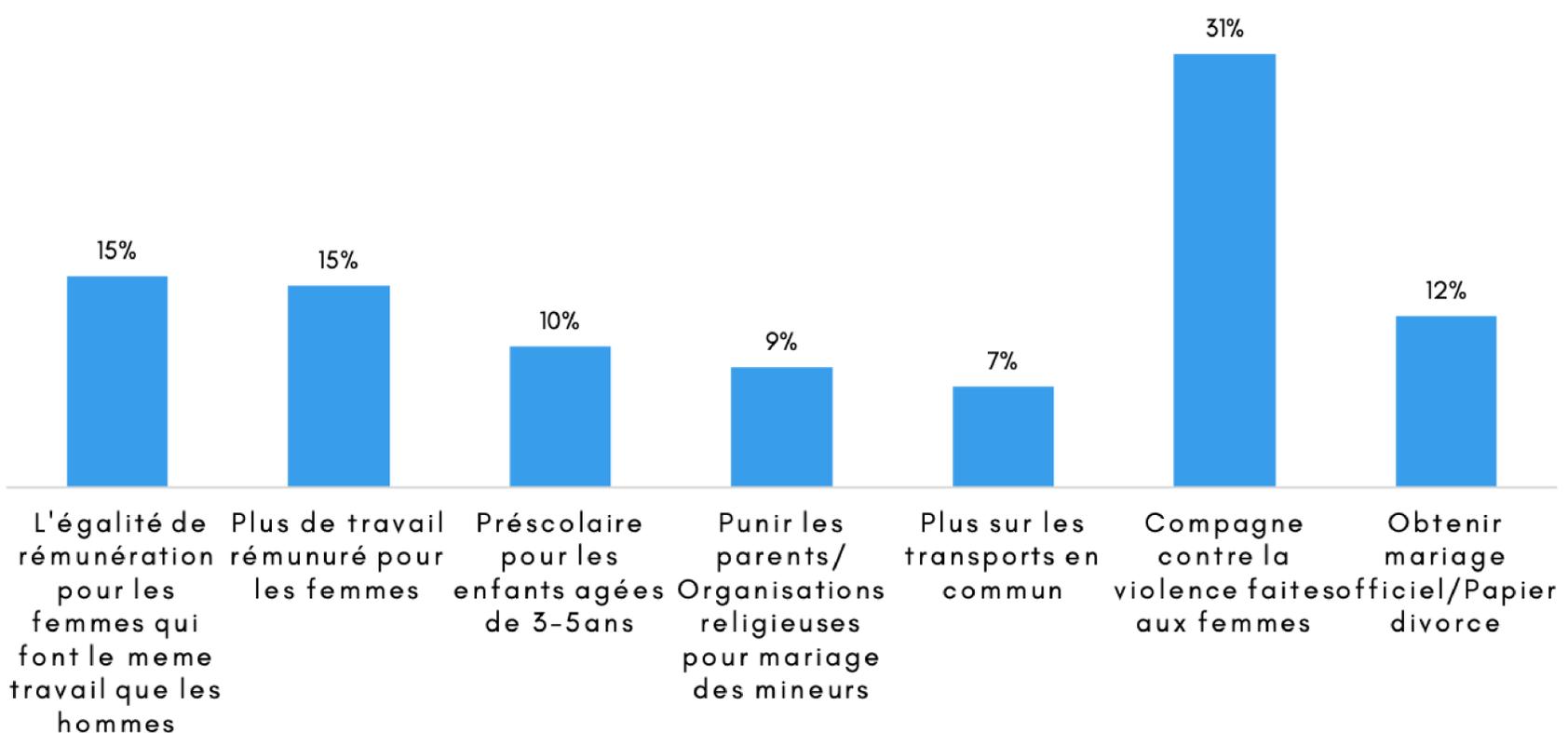
Dans la sphère politique, la représentation des femmes dans les gouvernements successifs de ces 15 dernières années n'a jamais atteint les 30% du total des membres. Au niveau du parlement, la proportion des sièges occupés par les femmes n'est que de 15% actuellement ; l'Etat Tchadien s'est doté d'une constitution révisée en 2018, largement inspirée des principes fondamentaux des droits humains contenus dans la charte de l'ONU et les conventions internationales mais dans les faits, les règles coutumières et religieuses accordent aux femmes un statut inférieur à celui des hommes. Concernant les droits humains, beaucoup de femmes continuent d'être victimes des violences physiques, sexuelles et psychologiques malgré l'élaboration en 2014 de la Stratégie de Lutte contre les Violences axées sur le Genre.

Face à cette situation, le Chef de l'Etat a été amené à prendre, en mars 2015, une ordonnance portant interdiction du mariage précoce des filles, par la loi 29/PR/2015 du 21 juillet 2015. L'application de cette loi est déjà entrée en vigueur et de nombreux cas de sa violation sont sanctionnés par la Justice. Un nouveau code pénal a été promulgué en 2017 qui, dans une de ses dispositions, interdit l'excision des filles avec des sanctions prévues à cet effet.



PRIORITÉS POUR L'ÉGALITÉ FEMMES / HOMMES

Priorités des personnes interrogées pour l'amélioration de l'égalité Femmes / Hommes





ODD 10: INÉGALITÉS RÉDUITES



La question de l'égalité des sexes est fortement liée à l'**ODD10 sur la réduction des inégalités**, qui concerne toutes les composantes sociales : en effet, le Tchad est l'un des pays les plus pauvres de la planète, avec 46,7% de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté en 2016, dont la grande majorité sont des ruraux. Au niveau de la redistribution des revenus pétroliers, les inégalités s'observent entre les régions (certaines sont plus favorisées que d'autres), les groupes sociaux (appartenance clanique) et les individus (position par rapport aux structures supérieures de l'appareil politico-administratif et militaire).

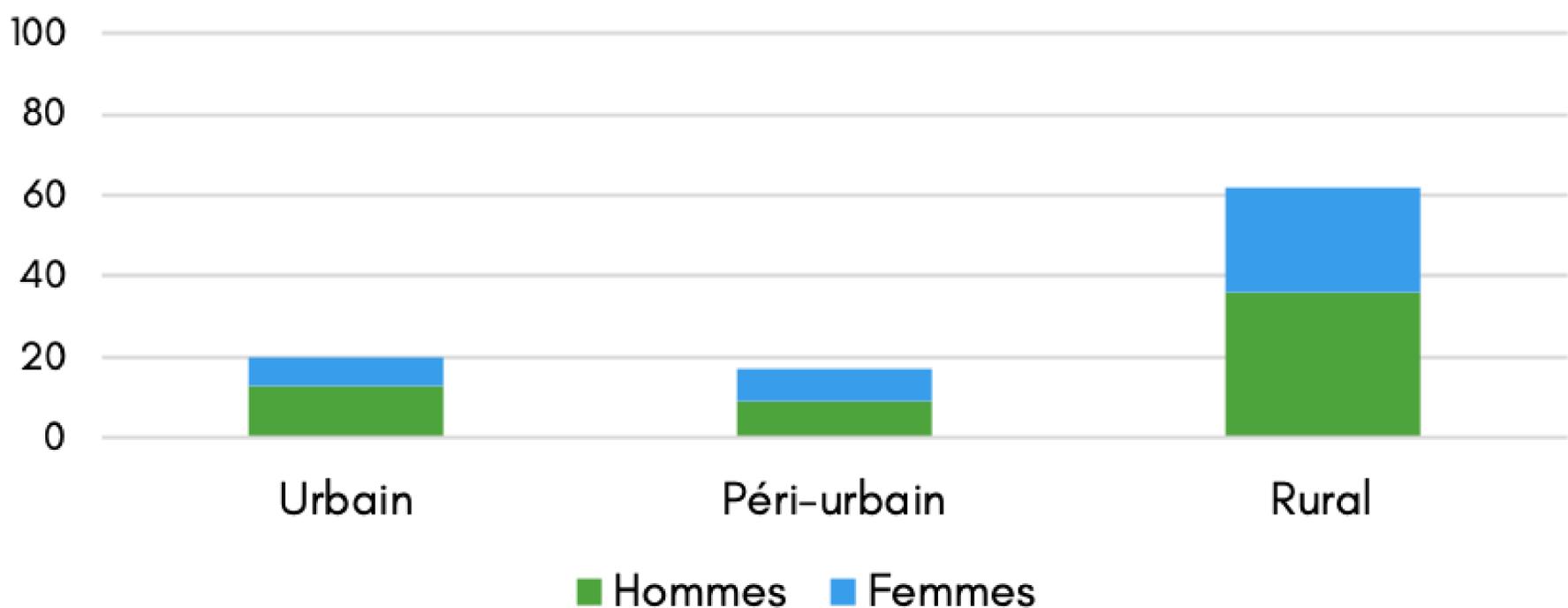
Concernant l'emploi, le secteur privé pourvoyeur de la main d'œuvre est très peu développé et c'est la fonction publique qui détient actuellement le plus grand nombre de salarié-e-s avec environ 100.000 agent-e-s, les femmes ne représentant que 13% des effectifs. Les inégalités entre les hommes et les femmes ont été déjà pris en compte dans l'analyse antérieure de l'ODD5 où, à tous les niveaux (social, économique et politique), les femmes font l'objet des discriminations au profit des hommes alors qu'une réduction significative des inégalités entre les 2 sexes contribuerait à améliorer la situation au niveau national en terme d'égalité.

D'une manière générale, les populations rurales et urbaines des quartiers défavorisés sont les groupes les plus vulnérables car démunis économiquement et n'ayant pas accès aux services sociaux de base (eau potable, soins de santé, électricité, éducation, ...). Ainsi, la réduction des inégalités sous toutes ses formes est un indicateur évident de la réduction de la pauvreté.

Au Tchad, 46,7% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

SITUATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES ET DES HOMMES

Nombre de personnes interrogées indiquant que leur situation économique est mauvaise ou très mauvaise



49% des personnes interrogées indiquent que leur situation économique est mauvaise ou très mauvaise.



ODD 13 : ACTION CLIMAT

L'environnement naturel constitue également une préoccupation majeure en considération des effets **du Changement Climatique (ODD13)** avec des conséquences dramatiques : la rareté et/ou l'irrégularité des pluies, la réduction des superficies cultivables, le rabattement des niveaux piézométriques des nappes souterraines, la dégradation de l'environnement et des sols, l'assèchement continu des cours d'eau et du Lac Tchad, la diminution des ressources halieutiques, fauniques et fourragères, etc. Les groupes les plus vulnérables sont les populations rurales qui tirent la presque totalité de leurs moyens de subsistance des ressources naturelles ; la compétition entre les différentes communautés pour l'accès à ces ressources et/ou leur exploitation engende régulièrement des conflits intercommunautaires dont les plus fréquentes meurtriers sont les conflits agriculteurs-éleveurs.

Un code sur le pastoralisme a été élaboré mais a fait l'objet de nombreuses controverses et son adoption par l'Assemblée Nationale a été annulée par le Chef de l'Etat en 2016 et n'a pas connu d'autres suites jusqu'à ce jour. L'un des défis majeurs actuels est celui de Promotion d'une croissance économique soutenue, du plein emploi productif et d'un travail décent (ODD8) dont l'amélioration et la maîtrise des indicateurs contribueraient significativement au bien être socioéconomique de la population ; malheureusement, la mauvaise gouvernance des revenus pétroliers n'a pas permis de mieux organiser l'économie du pays en terme de stimulation de la croissance, de réduction du taux d'inflation, de création d'emplois et d'une redistribution plus équitable des richesses.

Cette situation se traduit dans les faits par une recession économique depuis trois ans qui n'a pas permis au pays de prendre des initiatives en termes de développement durable. On assiste à des privatisations des entreprises étatiques, par exemple la société cotonnière du Tchad, société étatique cédée aux hollandais (Société Olam) en 2019.

13 CLIMATE ACTION

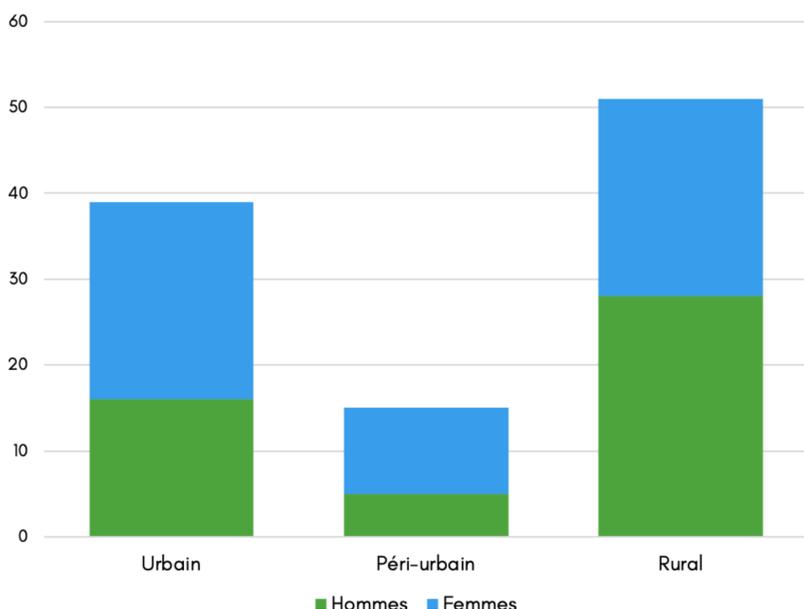


L'accès à l'énergie pose problème et ouvre les portes à d'autres maladies. Sur l'image ci-dessus, on voit des bouses de bœufs transportées de la périphérie urbaine de N'Djamena vers la ville pour servir d'énergie (combustible).

ODD 7 : ÉNERGIE PROPRE

L'accès à l'énergie propre et durable (ODD 7) demeure un problème crucial pour le développement du Tchad. Le rapport progrès énergétique 2019 au Tchad montre que 11% seulement de la population a accès à l'électricité. En milieu rural, 2% de la population accède à l'électricité.

Nombre de personnes interrogées indiquant que les conditions d'accès à l'énergie sont mauvaises ou très mauvaises



Ce qu'il faut retenir : La population a difficilement accès aux services énergétiques fiables, modernes notamment l'électricité, les groupes électrogènes, l'énergie solaire. Ces services existent mais le coût n'est pas abordable et par moment, ces énergies sont rares voire inexistantes. L'utilisation des services énergétiques fiables, modernes est une bonne chose mais le prix et la rareté restent des barrières pour leur véritable utilisation.

70% des personnes interrogées indiquent que leurs conditions d'accès à l'énergie sont mauvaises ou très mauvaises.





RECOMMANDATIONS

ODD 4 : Education de qualité.

L'accès à l'éducation est la clef pour la mise en oeuvre des ODD au Tchad. Nous recommandons au gouvernement d'augmenter et améliorer les investissements financiers pour atteindre les objectifs de financement de l'ODD 4. Cela inclut l'investissement dans l'éducation formelle et informelle des filles, des adolescent-e-s, et des femmes adultes. Le gouvernement tchadien doit soutenir le travail décent des enseignant-e-s ; soutenir les enseignant-e-s qualifié-e-s sur les questions d'égalité de genre, droits humains, non-violence, et soutenir l'élaboration et utilisation de méthodologies spécialisées pour les femmes analphabètes.

ODD 1 : Inégalités réduites.

Agir contre les inégalités des chances causées par les disparités de revenus et la discrimination structurelle fondée sur l'âge, le sexe, le handicap, la race, l'appartenance ethnique, la religion et le milieu social, en augmentant le revenu des pauvres, en particulier des femmes appartenant à des groupes sociaux défavorisés.

ODD 7 : Energie propre et d'un coût abordable.

Pour pallier la dépendance à l'énergie polluante et non durable (ODD7), l'Etat doit orienter son développement dans l'énergie durable. L'énergie solaire et éolienne sont deux sources d'énergie très disponibles et très importantes à développer. Ces énergies contribuent à réduire la pollution de l'environnement, à booster l'entrepreneuriat qui est l'une des politiques phares du gouvernement et peut être un moteur pour diversifier l'économie et encourager les activités des femmes. L'énergie est donc une ODD charnière pour le Tchad.

ODD 16 : Paix et justice.

Le Tchad devrait créer des économies guidées par la sécurité humaine pour une gouvernance juste, équitable et non-violente. Les gouvernements doivent prévenir les attaques et assurer la sécurité et le leadership des femmes défenseuses des droits humains, des militantes pour la paix et des défenseurs de l'environnement. La portabilité et la progressivité des droits doivent être assurées.

ODD 8 : Travail décent et croissance économique.

Lutter contre les stéréotypes sexistes et les normes sociales préjudiciables afin de permettre aux femmes et aux filles d'avoir accès à des perspectives d'apprentissage et de carrière égales et équitables, et accroître la participation des filles aux STEM et à l'entrepreneuriat. Permettre aux adolescentes de prendre confiance en elles et de surmonter les obstacles qui les empêchent de participer pleinement au marché du travail. Inclure des programmes d'orientation et d'apprentissage professionnels.



Personnes en attente de gaz butane dans les stations de vente à N'Djamena pendant une crise de pénurie de gaz.

13 CLIMATE ACTION

